

EUROMED

Libérer la parole



Ushi Löwe, Mourad Allal et Mike Mathias: des mois de préparations pour une manifestation unique en son genre au Luxembourg. (photo: woxx)

Plus de 300 représentant-e-s de la société civile de 35 pays vont se rencontrer à Luxembourg pour faire avancer le partenariat entre les pays de la Méditerranée et l'Europe.

Le quatre novembre de cette année on commémorera pour la dixième fois l'assassinat du Premier Ministre israélien Yitzhak Rabin. A l'époque, on ne savait pas encore que la mort de Rabin signifiait le début de la fin du processus d'Oslo. Celui-ci avait permis de mettre les responsables politiques israéliens et palestiniens autour d'une table pour arriver à un accord sur l'indépendance de la Palestine - presque 50 ans après la Deuxième Guerre Mondiale et la création de l'Etat d'Israël. Quelques semaines après l'assassinat, les représentants des 15 pays membres de l'Union Européenne et d'une douzaine de pays voisins de la Méditerranée - dont Israël - se rencontraient à Barcelone pour lancer le processus de coopération euro-méditerranéenne. La déclaration qui faisait suite à cette réunion historique avait fait naître de grands espoirs, car le partenariat Euromed mis en place était unique en son genre. D'abord parce qu'il englobait toutes les dimensions de la coopération politique: il parlait de commerce équitable, de développement durable, de la protection de l'environnement mais aussi des droits humains, sociaux culturels et politiques pour la région euro-méditerranéenne. Puis parce que ce fut la seule enceinte, en dehors des Nations Unies, où les délégué-e-s officiel-le-s d'Israël côtoyaient leurs collègues arabes et palestiniens.

Les espoirs ont été déçus. D'abord parce que le conflit, qui a si longtemps dominé la région, a regagné une ampleur que personne ne pouvait imaginer en 1995. Mais indépendamment de ce conflit, les acteurs et actrices concerné-e-s n'ont pas réussi à entamer une politique d'échanges aux différents niveaux visés par le processus déclenché à Barcelone. Malgré ce constat peu flatteur, le partenariat Euromed ne s'est pas arrêté. Si les politiques se sont tournés le dos pour une longue durée, les représentant-e-s de ce qu'on appelle la société civile ont continué à maintenir les contacts et à se réunir. Des "Forum Civil Euromed" ont eu lieu tout au long des dix dernières années. Ils ont permis à des membres d'organisations non gouvernementales de développement, de protection de l'environnement, de lutte pour les droits humains, d'égalité des

chances entre hommes et femmes etc. de se rencontrer. Ils ont facilité, en dehors de toute considération politicienne, le dialogue et des processus destinés à améliorer la qualité de la vie des populations des pays limitrophes de la Méditerranée.

Le Luxembourg à l'affiche

Un tel forum civil va se tenir à Luxembourg ce week-end de 1er avril, deux mois avant que les délégué-e-s politiques ne se réunissent, également à Luxembourg, pour un sommet euro-méditerranéen qui s'annonce comme historique. "Le nom de Luxembourg sera accolé au processus de paix dans la région comme ce fut le cas pour Barcelone", nous dit Mourad Allal, coordinateur de la plate-forme non gouvernementale Euromed lors d'une conférence de presse organisée par le cercle des organisations non gouvernementales des ONG de développement. L'enjeu est double: pour les organisations qui participent au forum, il s'agit de concrétiser leur fonctionnement, notamment en formalisant le statut de leur plate-forme qui deviendra après la rencontre de Luxembourg une association de droit français. Sur le plan politique, il s'agira d'imposer un certain respect pour cette même société civile, qui peine à être entendue dans un certain nombre de pays adhérents au processus.

"S'il est normal pour des organisations européennes de pouvoir traiter directement avec leurs gouvernements les sujets qui leur tiennent à coeur, tel n'est pas le cas dans mon pays, la Tunisie, par exemple", explique Mourad Allal. Il regrette de ne pas pouvoir mener son combat pour les droits humains dans son pays, mais de devoir opérer à partir de la France.

Quelques 300 délégué-e-s de 35 pays vont donc se rencontrer au Kirchberg, au bâtiment Jean Monnet pendant trois jours - à huis clos, pour des raisons de sécurité et d'organisation. Le Forum fonctionnera essentiellement en ateliers thématiques aux sujets aussi divers que l'égalité des femmes, le libre-échange, le développement durable, la diversité culturelle, la paix, la sécurité, l'intégration régionale, les migrations, les obstacles à la démocratisation, la jeunesse, le Sida, ... Il ne s'agit pas, pour les délégué-e-s, de représenter d'un point de vue stric-

tement national les positions de leurs pays respectifs, mais d'analyser la situation dans les différents pays et d'entrevoir des solutions et des stratégies communes. "Nous ne voulons pas de meeting classique, où les gens viennent pour écouter. Il s'agit de créer un lieu d'échange avec une participation basée sur des critères d'égalité de genre, de génération et de région", explique Mourad Allal.

Transparence

La réunion aboutira en une déclaration finale qui regroupera les recommandations du Forum à l'adresse du sommet officiel programmé fin mai. Pour Mike Mathias, secrétaire du cercle des ONG luxembourgeoises, il est important de mentionner que "si nous connaissons la forme que nous voulons donner à la déclaration, nous en ignorons encore le contenu, qui va être rédigé pendant les trois jours sur base des propositions des participants".

Un des soucis majeurs des responsables du forum est d'ailleurs la transparence de tout le processus qu'ils et elles ont mis en place. Ainsi le site internet du forum reprend tous les documents et dresse la liste complète des invité-e-s. On y apprend même que la rencontre luxembourgeoise va coûter quelque 750.000 Euros, dont deux tiers sont pris en charge par la Commission européenne et un tiers par la Présidence luxembourgeoise - le plus gros poste revenant aux frais de transport des participant-e-s.

Mais on apprend aussi que même la société civile ne sait pas toujours se défaire de considérations purement politiques. En effet, il était initialement prévu d'organiser le forum civil 2005 au Maroc. Cela aurait été une première à plusieurs égards: jusqu'à présent, le forum civil a toujours eu lieu dans des pays du Nord, et l'édition 2005 est la première à être préparée en complète autonomie par la plate-forme Euromed. Mais cela aurait aussi permis, pour la première fois, qu'une délégation israélienne soit invitée de façon officielle dans un pays du monde arabe. Dans son rapport d'activité, Mourad Allal regrette cependant qu'"en dépit de l'accord de principe obtenu auprès des autorités luxembourgeoises, marocaines et européennes, et de la confirmation de la manifestation d'intérêt de la société civile marocaine, une partie des composantes de la plate-forme (notamment arabes) a clairement fait état de réserves quant à la participation d'acteurs de la société civile israélienne dans un pays arabe". Au moment où les responsables ont dû se résigner à ne pas mettre en péril la réussite du forum, le conflit israélo-palestinien était à son paroxysme. C'est donc encore une fois au Nord que les délégué-e-s Euromed vont se rencontrer. Ce sera - peut-être - l'occasion de se ressaisir et d'adopter une résolution qui pourrait permettre, dans un proche avenir, d'organiser un forum "dans un pays arabe sans aucune exclusive et dans le respect des valeurs portées par la charte" qui est la base d'Euromed.

Richard Graf

Wenn zwei sich streiten ...

... lacht der Japaner. Die Unterschriften unter dem TDK-Schlichtungsvorschlag waren noch nicht trocken, da überschlugen sich die Stellungnahmen. OGBL und LCGB versuchten, sich gegenseitig ob des schlechten Verhandlungsergebnisses die Schuld in die Schuhe zu schieben. Zwar hatten sich in einem vom OGBL organisierten Referendum fast 60 Prozent der TDK-MitarbeiterInnen gegen eine Annahme der Schlichtung ausgesprochen, doch blieb ein Streik aus. Laut den Statuten des OGBL hätten wenigstens drei Viertel der Belegschaft für einen Streik stimmen müssen. Das dennoch eindeutige Ergebnis hätte eigentlich die Position der Gewerkschaften stärken müssen. Doch der Alleingang des LCGB, der nicht zum Referendum aufgerufen hatte, und die Zurückhaltung der Regierung, die den OGBL-Vorschlag einer "cellule de reclassement externe" nicht unterstützt hatte, ermöglichte es der TDK-Direktion, die Gewerkschaftsseite zu erpressen: Entweder den Schlichtungsvorschlag annehmen oder auf sämtliche bis dahin gemachten extralegalen Zugeständnisse verzichten. Der LCGB seinerseits wirft dem OGBL vor, bis zuletzt an rechtlich nicht einklagbaren Forderungen festgehalten zu haben. Aber auch die christliche Gewerkschaft ist nicht zufrieden. Zwar sei die Zahl der Kündigungen von 221 auf 131 zurückgenommen worden, doch sei ein sanfterer Ausstieg aus der Videokassetten-Produktion denkbar gewesen.

Frieden stützt Wolfowitz

Budgetminister Frieden hat einen kleinen Nebenjob: Er vertritt als "Gouverneur" Luxemburg bei der Weltbank. In dieser Funktion durfte er am Mittwoch seine große Zufriedenheit über die Nominierung von Paul Wolfowitz, dem Architekten des amerikanischen Irakkrieges, als Weltbankpräsident kundtun. Die derzeitige Nummer Zwei im amerikanischen Verteidigungsministerium hatte anlässlich einer Goodwill-Tour die Zustimmung der EuropäerInnen für seine Kandidatur eingeholt. Frieden und seine KollegInnen kommen damit den GegnerInnen einer Wolfowitz-Kandidatur zuvor: Die hatten auf eine Debatte im Europaparlament, das auf Antrag der Grünen im April mit der Frage der Weltbankpräsidentschaft befasst wird, gesetzt.

Nächste Woche:

Arbeit: Weniger oder mehr?

Statt Arbeitszeitverkürzung Verlängerung der maximalen Wochenarbeitszeit: Unser Dossier zur Reform der EU-Arbeitszeitrichtlinie.

Papstfreie Zone

Wer in den letzten Wochen die Aktualität verfolgt, kann nur noch staunen. In den Schlagzeilen machen sich der kranke Papst, der noch kränkere Fürst Rainier und die sterbenskranke Frau Schiavo den ersten Rang streitig. Was früher in den Klatschblättern und Lifestyle-Magazinen abgehakt wurde, avanciert zur Top-Nachricht - ein Fakt, der wiederum von Vatikan-Strippenziehern, Monarchie-Marketingfritzen und Euthanasiefans und -feinden medial ausgenutzt wird. Je mehr Zeit der oder die Allmächtige ihnen zum Sterben lässt, umso peinlicher wird der Medienrummel. Da spielt die woxx nicht mit: Auch wenn der eine oder die andere Redakteur erstaunlich gut über das Neueste aus den Fürstenhäusern Bescheid weiß - unsere Zeitung verfolgt - mit mehr oder weniger Erfolg - den Anspruch, kritisch über Ernsthaftes zu berichten. Sterbehilfe behandeln wir als politisches Thema, die Monarchie wird in ihrer staats- und systemerhaltenden Rolle analysiert, und über den Vatikan werden wir berichten, wenn dort die Quote eingeführt wird. Bis dahin bieten wir also einen ganz speziellen Service, den Sie bei anderen Medienorganen vergeblich suchen: Die woxx ist garantiert papstfrei.